

Enbata

en Elections
en Hegoalde

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
18 octobre 2012
n° 2249
1,30 €

Marylise
Lebranchu

Prendre
en compte
l'identité
basque

ISSN 0294-4596



917702941459006



Lurrama, c'est ce week-end

L'ATMOSPHÈRE serait-elle vraiment en train de se réchauffer? Il n'est pas si lointain le temps où le préfet des Pyrénées-Atlantiques, commandité par une ministre dont le nom se perd déjà dans les poubelles de l'histoire et vaillamment épaulé par une FDSEA partie peu civile, poursuivait en correctionnelle Euskal Herriko Laborantza Ganbara pour une prétendue usurpation de titre et rêvait d'envoyer son président s'assagir derrière les barreaux pour quelques mois. Avec l'issue que l'on sait.

La septième édition de Lurrama qui se tiendra ce week-end à la Halle d'Irati à Biarritz, sera le cadre d'un événement inimaginable il n'y a guère: le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, participera à une table ronde sur la réforme de la politique agricole commune de l'Union européenne aux côtés de José Bové, député européen, Aurélie Trouvé, économiste et marraine de l'édition 2012 de Lurrama et Mixel Berhocoirigoin, président d'Ehlg.

La venue du ministre n'efface nullement les quatre années de persécution des pouvoirs publics auxquelles Laborantza Ganbara a dû faire face tout en s'efforçant de rendre aux paysans basques les services que la Chambre d'agriculture paloise ne leur assure plus depuis longtemps. En revanche, elle valide la justesse de la démarche des paysans basques, regroupés au sein d'ELB et d'EHLG, en faveur de l'agriculture paysanne et durable face aux terribles dégâts environnementaux, économiques et sociaux causés par l'agriculture industrielle promue depuis quarante ans par les gouvernements français successeurs et leurs affidés de la FNSEA.

La thématique —pour une PAC paysanne et citoyenne— choisie par les organisateurs de Lurrama 2012 est totalement en phase avec l'actualité agricole. Car la réforme de la PAC est, en ce moment, en préparation à Bruxelles pour une mise en œuvre en 2014. Et la réforme est urgente si on ne veut pas la disparition complète de l'agriculture familiale au profit de celle, concentrationnaire et polluante, qui vide les campagnes.

L'enjeu est clair: quelle sera la politique agricole et alimentaire européenne de demain? Va-t-on poursuivre la libéralisation à marches forcées des marchés agricoles où les productions sont devenues objets de spéculation? Va-t-on poursuivre la mise en concurrence des agricultures du monde par la mise en place de systèmes de production les plus productifs et les plus subventionnés au détriment des agri-

cultures vivrières paysannes? Avec comme effet une chute dramatique de l'emploi agricole, le gaspillage et la destruction des ressources naturelles des sols et de l'eau?

Les solutions pour mettre un terme aux dérives occasionnées par la pure logique financière des grands groupes de l'agro-business existent: relocaliser les productions pour une plus grande autonomie alimentaire des territoires, aider une agriculture respectueuse des ressources naturelles et pourvoyeuse d'emplois pour des campagnes vivantes, restaurer les liens entre producteurs et consommateurs, notamment en favorisant les circuits courts, pour se dégager de la toute puissance de la grande transformation et de la grande distribution.

La PAC est un énorme enjeu financier: 40% du budget de l'Union lui sont consacrés, dont environ 80% tombent dans les poches des grandes exploitations. Aujourd'hui sur les 7,8 millions d'exploitations européennes subventionnées, la plupart des petites exploitations touchent moins de 5.000 € d'aide annuelle pendant que les grandes empochent de 300.000 à 500.000 €.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Union, le Parlement européen participe à l'élaboration de la nouvelle PAC avec la Commission. C'est l'une des avancées démocratiques du Traité de Lisbonne. Mais nul ne sait aujourd'hui si, dans les négociations en cours, l'intention du gouvernement socialiste français est de peser dans le sens d'une réforme en profondeur de la politique agricole commune pour une aide à une agriculture moins injuste, plus qualitative que quantitative.

La table ronde de vendredi à Lurrama sera l'occasion pour le ministre de dévoiler ses intentions. Les paysans basques, attachés à leur terre et à un modèle familial qui a fait ses preuves pour maintenir une agriculture de qualité dans des campagnes vivantes, sont impatients d'en savoir davantage.

Maryse Cachenaout, présidente de Lurrama, résume parfaitement leur préoccupation: «*L'occasion nous est donnée à Lurrama, en tant que paysans, de faire connaître nos spécificités, nos savoir-faires, notre réalité quotidienne, tandis que le public curieux trouve là l'occasion de nous interroger sur ce qui parvient à son assiette, de goûter, de discuter, mais aussi de fêter l'agriculture paysanne*».

Rendez-vous donc à Lurrama vendredi, samedi et dimanche.

Gustu gazi goxoa ?

EUSKAL Herria lurralde elkargoak ez du behin ere hainbeste sostengurik ukan. Azpimarratu behar da. Azpimarratu behar ere, ez baita gutti, gure departamenduko hiru diputatuek sustengatzen dutela. Hautetsien Kontseiluko zembakien arabera, Iparraldeko zazpi parlamentarietatik seiiek, hogeita bat kontseilari orokorretatik hamahiruek ere sustengatzen dute Ipar Euskal Herriko ezagupen ofiziala. Lehen aldikoz ere, gaia aipatua izan Frantziako Deszentralizazioko Ministerioan. Joan den ortzegunean Iparraldeko hautetsien ordezkariak bat bildu da Maryse Lebranchu ministroarekin. Colette Capdevielle (PS), Sylviane Alaux (PS), Frédérique Espagnac (PS), Jean-Jacques Lasserre (Modem), Jean Lassalle (Modem), Max Brisson (UMP) eta Jean-Michel Galant (AB) hautetsiek osatzen zuten ordezkariaren alde politikoa. Aniztasun politikoa Euskal Herria lurralde elkargo baten zerbitzuko. Azpimarratu beharra ere, nola ez. Pozik eta baikor atara dira hautetsiak. Lebranchuk erran du «*Errepublikaren ezagupena izango duela Euskal Herriak*». aitzinamendu bat. «*Lan egin behar tresna instituzional egokia aurkitzeko*». Ados. Segitzen dugu aitzinatzen. Bainan «*dosierra oso korapilatsua litzateke*». Ai! Urrats baten ondotik gelditzen gira laster. Zergatik korapilatsua? Iparraldeko eragile gehienak lurralde elkargo baten sortzearen alde agertu dira, Hautetsien eta Garapen kontseiluak, Baionako

Merkatal eta Industria Ganbara, ahantzi gabe Batera plataformako osatzen duten ordezkari guziak. Zer ote dugu «*dosierra*» horretan hain korapilatsua dena? «*Frantziak abiatu duen deszentralizazioaren hirugarren akta horretan zaila da kokapen baten ematea Euskal Herria lurralde elkargoari*». Ai! Berriz Ai! Eta zergatik zaila litzateke? Zergatik Alsazian edo Korsikan baino zailago litzateke Euskal Herrian? Joan den ortzeguneko poza eta baikortasuna epeldu da. Ez Colette Capdevielle-k, ez Sylviane Alaux-k, ez Frédérique Espagnac-k, ez dute parte hartu bihar-muneko prentsaurrekoan. Zergatik? Korapilatsuegi? Zaillegi? Ofizialki nehork ez du deus salatu. Jean-Jacques Lasserre eta Max Brisson-ek modu diplomatikoan ulertarazi dituzte beren arrangurak. Parisen hemendik laster ez bada deus mugitzen, Hautetsien eta Garapen Kontseiluan «*prezio ekimenak*» proposatuko dituzte eta «*Pays*» egituraren kontratuak ez berrituko. Ez guttiago. Zergatik hain laster eta hain fermuki presio egin? Zerk piztu ditu holako arrangurak? Zer joko politiko ikusi behar dira postura berri horietan? Memento berean zer jokotan hari ote dira sozialistak? Ez ote dute jada erabaki zerbait hartua? Lebranchu ministroak 2013ko urtarrilean Iparraldera etorriko dela hitzeman du delegazioko kideri. Pentsatzen ahal da orduan duela zerbait proposatuko. Hiru hilabete korapiloak deuseztatuzeko eta zailtasunak gainditzeko. Edo beste batzuk sortzeko...



Bake Bidea le chemin de la paix

● Michaël Alcibar

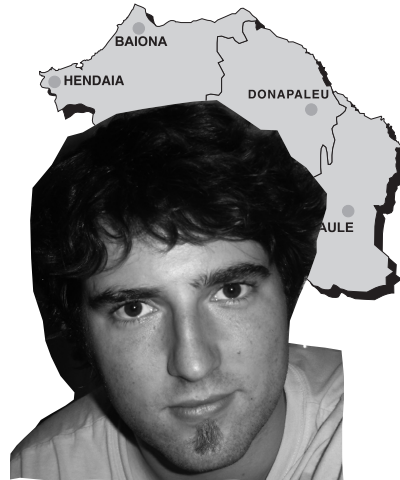
La situation politique du Pays Basque connaît des enjeux des plus importants dans les semaines et les mois qui viennent. En attendant de voir si le gouvernement socialiste va avoir assez d'audace pour accorder la création d'une collectivité spécifique en Iparralde et faire oublier les promesses non tenues de 81, en attendant de voir les résultats d'EH Bildu aux élections de la Communauté autonome basque, c'est autour de la résolution du conflit que de nouveaux enjeux sont en train de se créer.

Un an de la conférence d'Aiete

Il y a un an (17 octobre 2011) le Pays Basque était sous les projecteurs de toute la presse internationale avec l'organisation de la conférence d'Aiete menée par un comité d'experts internationaux, Kofi Annan en tête. Au-delà de cette vitrine médiatique internationale, la grande majorité des partis politiques d'Euskal Herria avaient répondu présents à l'appel (à l'exception de l'UPyD et du PP) ainsi qu'un large éventail de membres de partis politiques hexagonaux, de représentants de la société civile basque et de l'Eglise basque. Cette initiative avait abouti sur une feuille de route composée de cinq points pour la mise en place d'un processus de paix. Trois jours plus tard, ETA avait répondu positivement à cette feuille de route en déclarant un arrêt définitif de la lutte armée. Ce communiqué devenait un événement historique, un point de non-retour attendu par l'immense majorité de la société basque. Le premier des cinq points de la feuille de route était ainsi rempli. Mais, depuis cette date historique, l'engagement des Etats espagnol et français tarde à venir. Pire, l'arrivée de Manuel Valls, «*premier flic de France*» comme il se définit lui-même, au ministère de l'Intérieur n'a fait qu'assurer la continuité de la répression prouvant ainsi que l'alternance à la présidence ne correspondait pas au slogan «*Le changement c'est maintenant*». Que dire du combat qu'il a fallu mener contre les autorités espagnoles pour que Josu Uribetxeberria puisse sortir pour gérer au mieux sa grave maladie. Au final, un an après la conférence d'Aiete, la feuille de route pour la mise en place d'un processus de paix reste au point mort malgré le premier pas fait par ETA.

La création de Bake Bidea

Comme souvent si les Etats ne portent pas le projet d'un processus de paix c'est la société civile qui le portera. Ainsi, les membres du collectif contre le MAE (Mandat d'Arrêt Européen), regroupant divers secteurs de la vie sociale, politique, syndicale et associative d'Iparralde, ont décidé de travailler dans ce sens en créant le mouvement Bake Bidea avec pour objectif de conscientiser la population d'Iparralde autour du processus de paix et de la feuille de route d'Aiete. Le discours est clair: c'est une paix sans pendant que le mouvement veut



développer. Le premier rendez-vous est d'ailleurs pris. Il aura lieu le 15 décembre 2012 sous la forme d'un forum d'une envergure similaire voire supérieure au grand meeting organisé par le collectif contre le MAE autour du cas d'Aurora Martin. Ce mouvement a aussi pour vocation de mettre les acteurs politiques devant leur responsabilité car que l'on le veuille ou non les gouvernements espagnol et français seront les premiers responsables devant les citoyens si un jour la lutte armée devait reprendre au Pays Basque. Même si la lutte antiterroriste est un bon moyen pour l'Espagne (ETA) et la France (soit disant «*terroristes islamistes radicaux*») de faire oublier la crise qui est en train de ravager les deux pays, il est de leur devoir de saisir une telle opportunité pour faire la paix. Effectivement, il est assez aberrant de voir qu'ils préfèrent mettre de l'huile sur le feu et continuer à provoquer. Pourquoi vouloir à tout prix casser le cessez-le-feu déclaré par ETA? Cette stratégie politique est incompréhensible tant il est plus heureux de figurer dans l'histoire comme les gouvernements qui ont résolu le dernier conflit armé persistant en Europe plutôt que d'apparaître comme les gouvernements qui ont relancé cette lutte. Aucune politique, aucune situation économique ne justifie cette situation. La conscientisation de la population et son adhésion à ce processus de paix semblent être les seules solutions pouvant palier ce déficit d'investissement et de volonté politique. Cela Bake Bidea l'a bien compris.

Le premier rendez-vous concret pour la construction de la paix en Euskal Herria est la manifestation organisée par HERRIRA le samedi 10 novembre à 15h30 (départ de la place des basques - Bayonne). Les gouvernements français et espagnol pourraient facilement s'engager dans ce processus de paix en favorisant le rapprochement des prisonniers politiques basques et assurant le respect de leurs droits. Rappelons à juste titre qu'ils ne feraient que respecter la loi. Pour que ce premier pas significatif soit fait, venez nombreux à la manifestation! Zatozte denak manifestaldirat!

CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

●●● et esboudi devant le fantastique saut à 39 kms d'altitude de l'autrichien Felix Baumgartner qui, après avoir passé le mur du son, a atterri en douceur sur ses deux pattes sans la moindre égratignure. Allez trouver une chute après ça!

●●● pas tant que ça de la difficulté du premier ministre Jean-Marc Ayrault à maîtriser la cacophonie entre ses ministres, la dernière en date émanant de Vincent Peillon se déclarant favorable à la libéralisation du cannabis. Vincent voulait faire un tabac, Jean-Marc s'est mis en pétard.

●●● et réjoui de l'engagement de François Hollande de mettre un terme à la dérive «*France-Afrique*». Serait-ce un habillage plus moral de la préparation d'une intervention quasiment programmée au Mali? Je Tombouctou ou je Bamako?

●●● et réjoui qu'à l'occasion de la victoire électorale du parti flamand aux municipales d'Anvers, l'ensemble des medias français mette tout-à-coup à la une les combats irrédentistes en Europe. Les Français, apparemment scandalisés par la percée de Bart de Wever, devraient pourtant se réjouir de voir 5 millions de Wallons regarder vers l'hexagone.

●●● et réjoui que David Cameron, premier ministre de Grande-Bretagne ait signé lundi 15 octobre un accord avec Alex Salmond, chef du gouvernement autonome écossais, pour l'organisation en 2014 d'un referendum sur l'indépendance de l'Ecosse. Il y a longtemps qu'au rugby l'Ecosse est une nation.

●●● et réjoui que le prix Nobel de la Paix 2012 couronne l'Union européenne donnée en exemple comme construction démocratique et de paix par la coopération volontaire de nations millénaires qui n'ont cessé de s'étriper. Reste que si la 9^{ème} de Beethoven en est l'hymne, l'UE demeure la Symphonie inachevée.

Elections en Catalogne
et dans la Communauté autonome basque

Débats électoraux centrés sur la souveraineté

Le revirement des Catalans de CiU en faveur de l'organisation d'un référendum souverainiste fait réagir les Espagnols. En Euskadi, la campagne électorale jusque-là assez atone, se recentre sur ce thème.

EN durcissant leur position face aux projets souverainistes catalans, les Espagnols, toujours aux abois sur le plan économique, en font la pomme de discorde majeure dans les deux communautés autonomes qui ont avancé leurs élections régionales: pour le 21 octobre en Pays Basque et pour le 25 novembre en Catalogne. Selon un sondage récent, 74% des Catalans sont favorables à l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de leur pays. Mais les Cortes espagnoles, droite et gauche unanimes, approuvent le 9 octobre un texte qui interdit à la Catalogne le droit d'organiser ce type de consultation. L'article 149-1 de la Constitution permet aux communes et aux communautés autonomes le droit de les mettre en œuvre, mais il faut que l'Etat donne son accord. Toujours la laisse bien utile pour brider les «excès de démocratie». Pour ces beaux messieurs, de telles consultations sont autant d'excès et de dérives qui mettent en péril la démocratie!

Ce vote va bien dans le sens du vent. Les partisans du centralisme augmentent en Espagne: selon une enquête d'opinion, un quart des Espagnols est en faveur d'un seul gouvernement central, sans les autonomies régionales, et près de 15% se prononcent pour la diminution du pouvoir des communautés autonomes.

Bruxelles consulté

Le roi sonde discrètement quelques gros chefs d'entreprises catalans sur leur position face à la montée en puissance du souverainisme, l'un d'entre eux, patron du groupe d'édition Planeta, annonce qu'il délocalisera à Madrid ou à Saragosse. Le gouvernement espagnol demande à Bruxelles que la Commission européenne précise sa position en cas d'indépendance de la Catalogne. En effet, Viviane Reding, vice-présidente de la Commission et en charge de la Justice et des libertés publiques, vient d'affirmer dans une interview au *Diario de Sevilla*, que rien ne s'opposerait à une adhésion de la Catalogne à l'Union européenne.

Du coup, c'est la levée de boucliers espagnols.

Le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Garcia-Margallo, vilipende l'ambiance du dernier match de foot-ball entre le FC Barcelonne et le Real Madrid, au Camp Nou: les drapeaux catalans et les cris de la foule en faveur de l'indépendance, ont donné de l'Espagne une «image désastreuse» à l'étranger. Le ministre de la Justice espagnol annonce le 7 octobre que l'indépendance de la Catalogne suppose que celle-ci abandonne l'euro. Sanchez Camacho, président du PP en Catalogne, indique que, non seulement le nouvel Etat devrait quitter l'Union européenne, mais que cela provoquerait une immense fuite de capitaux et d'entreprises, donc davantage de chômage et de pauvreté. Le 11 octobre, la vice-présidente du gouvernement espagnol, Soraya Saenz de Santamaria, prédit au leader de CiU Artur Mas une chute abyssale de la Bourse, du fait de l'instabilité politique.

L'argument de la peur

En Pays Basque, le lehendakari Francisco Lopez ajoute: «*Mais qui va payer nos retraites?*» Les arguments de la peur et du portemonnaie, toujours les mêmes... on les connaît bien, ils furent ressassés par nos adversaires, dès les premières campagnes électorales du mouvement Enbata au début des années 60. «*Foutez-leur la trouille*», pour asseoir la domination, les arguments politiques les plus simplistes sont toujours les meilleurs.

Artur Mas réplique en disant qu'au regard de son poids économique, une Catalogne souveraine se situerait en douzième position sur les 27 pays de l'UE. Les républicains indépendantistes d'ERC font patte de velours. Leur président affirme que l'espagnol aura un statut de langue co-officielle dans une Catalogne indépendante, même si le catalan demeurera langue véhiculaire dans l'enseignement et prioritaire dans l'administration, y compris la justice.

Les masques tombent

En réponse, le ministre espagnol de l'Education, José Ignacio Wert déclare le 10 octobre aux Cortes, que «*l'intérêt du gouvernement est*

“Le choc est frontal, aussi bien sur le plan économique que culturel ou linguistique. Il a le mérite de la clarté. Les Espagnols ne font plus comme beaucoup de peuples et d'Etats dominants face aux minorités qui relèvent la tête. Ils ne s'avancent plus masqués.”

“Pour le chef de file de Bildu, Laura Mintegi, un nouvel Etat libre en Europe ne peut pas se bâtir sur du vide mais avec tous, en recherchant des alliances. Le ton est moins à l'incantation d'hier, le principe de réalité a fait son œuvre.”

d'espagnoliser les élèves catalans». Pour lui, le système éducatif catalan actuel vit une «dérive qui vise à cacher ou à minimiser les éléments communs, en particulier sur le plan historique, lorsque l'on présente l'histoire de la Catalogne au sein de l'Espagne». A l'inverse, «on exagère jusqu'à la caricature les aspects particuliers de la Catalogne».



On le voit, le choc est frontal, aussi bien sur le plan économique que culturel ou linguistique. Il a le mérite de la clarté. Les Espagnols ne font plus comme beaucoup de peuples et d'Etats dominants face aux minorités qui relèvent la tête. Ils ne s'avancent plus masqués avec de beaux discours sur l'union, la démocratie, la paix, l'universalité, les droits de l'homme, l'ouverture à l'autre, le pluralisme, la diversité, le bilinguisme bidon, la créolisation ou le métissage, etc. qui ne sont que double langage des-

Zerain, herri ttipi eta bizi bat!



Lurrama, le salon de l'agriculture paysanne et durable mettra en avant, pour la 7^e année consécutive, "La ferme Pays Basque" sur le BAB durant tout ce week-end. S'inspirant des nombreuses alternatives que met en place EHLG pour montrer qu'ici et maintenant il est possible de faire vivre le monde rural autrement, *Alda!* apporte l'exemple encourageant de la commune de Zerain (en Gipuzkoa) avec l'interview de la bergère sans terre Martina Urbistondo Larralde.

Nungoa zira eta nola bizi Zerainen?

Martina Urbistondo Larralde naiz, sortzez Saratarra eta Zerainen bizitzen jarria 2005eko udazkena geroztik.

Artzaintzatik bizi naiz, 270 ardi latxa arrazakoak ditut eta esnea dena gasuatzen dugu.

Bestalde, lurrik gabeko artzaina naiz baina neguan zehar bertako lurrak errentan erabiltzen ditut eta ekainetik urrirat bitartean Aralar mendiko goiko larreak erabiliz moldatzen gira.

Zer harreman duzu Zerain herriarekin?

Zerainerat etorri nintzen hala tokatu zelako, bertako artzaina erretiratzeko eta saltzeko prest jarri zen, bai ardegia eta baita etxebizitza ere. Beraz segidan deliberatu ginen han hartzeko.



"La commune de Zerain a un projet d'avenir bâti par ses habitants qui se réunissent et travaillent ensemble dans des mobilisations populaires."

Egia urran ez dugu bartere damurik, oso gustura gaude, herri kaskoan bizi gira eta Zerain parke kulturala izanik lehen sektoreari inportantzia handia ematen dielako.

Lurrik gabeko artzaina izanik, beti etortzen zaizkigu kezak.

Gerora begira, larreak izanen ote diren?

Momentu honetan gauza den bezela ikusita ez dut holako zailtasunik ikusten, larreak kaskoan eta inguruan ditugulako. Hala ere erran behar da herri honek duen ikuspuntua eta funtzionamendua kulturarekiko azpimarratzekoa dela.

Zerk dio holako bizia emaiten Zeraini?

Herri proiektuen bidez da gaur egun Zerain herria hain bizi- jendea elkartu, bildu, batzarrak egin, denak parte hartzen dugu auzolanean, oztopoak gaintuz herria berpizteko-.





Martina Urbistondo Larralde

Gure kasuan, orain hainbat ekintza dau-
de martxan jarriak eta jartzen ari. Negu
partean turismo bulegotik, eskolan ume-
ak eta taldeak etortzen zaizkigu, gasna-
gintza ikustea eta orain beste proiektu bat
da bidean: gasna dastatze eta artzaiaren
biziaz ikxu entzunezko bat. Agian mar-
txan jarriko dugu, ze hau ere aintz inter-
resgarria da, artzainaren bizi molde
gogorra eta trankila ikusteko.

Zehaztasun gehiago ekartzen ahal dizkiguzu auzolanari buruz?

Auzolana Zeraingo aspaldiko ohitura bat
da. Zerainerat etorri nintzenean harritu-
ta gelditu nintzen herri txiki bat (250 biz-
tanle) bizi bizia ikusterat, gauza aintz
antolatuak eta dena auzolanean. Edozein
ekintza, ekitaldi, festa, azoka ekologiko eta
denetan bertako jendeak parte hartzen!
Komunitate osoa herria aintzinerantz ate-
ratzeko eta indartzeko prest da. Funtzio-
namendu hau kristoin altxorra da, ikusirik
gaur egun gizartea gerroz eta indibiduala
eta berekoa dela.

Ondorioz, beharrezkoak dira bai herritarren
auzolana eta inplikazioa, hau delako herri bat
aintzina segitzeko funtsa eta gakoa.



Zerain est situé au coeur du Pays Basque :
au sud de la Gipuzkoa, à la frontière
avec la Navarre et l'Alava.

Sous l'ombre du mont Aizkorri, elle
touche les communes voisines
de Segura, Mutiloa, Zegama et Legazpi.
Les capitales du Pays Basques lui sont
très accessibles :

Donostia-San Sebastian (50 km),
Vitoria-Gasteiz (70 km), Bilbao (85 km)
et Iruñea- Pamplona (75 km).

Zerain est un village lié à l'agricultu-
re. On a exploité à Zerain diverses
ressources naturelles via l'industrie
minière, du bois, du charbon, etc. De nos
jours, le village travaille pour garder la
population. Cette initiative de permanence
se base dans la participation active et cito-
yenne. Ces dernières années, pour renfor-
cer la conscience sociale, améliorer la
qualité de la vie, et garantir le futur éco-
nomique, les habitants de Zerain ont réa-
lisé un grand travail.

Le projet d'avenir qui mobilise la commu-
ne s'appelle "Zerain Paysage Culturel".

Dans celui-ci on projette un environne-
ment humain et naturel, en ayant des pro-
duits agricoles de qualité et en récupérant
un ample patrimoine (les mines, la prison,
le musée, etc) et en les exposant au visiteur.

Zerain, revient de loin !

En 1910 il y avait 560 habitants à Zerain
alors qu'en 1994 il n'y en avait que 232.

Dans les années soixante-dix les habitants
de Zerain ont décidé que pour maintenir ces
habitants, il fallait faire quelque chose.

1975-1985

Pendant ces années-là, on fixe deux prio-
rités : renforcer la conscience sociale et
améliorer la qualité de vie. Voici les diffé-
rents moyens mis en oeuvre pour cela:

- Une coopérative de logements
- Faire revivre l'école
- Créer une association culturelle
- Réorganiser les fonctions de la Mairie
- Rediriger le travail communal
- Electrification des fermes, téléphone, etc

1985-1990

On commence à récupérer et à rénover le
patrimoine communal.

Il est lié aux vieux métiers (carrière, fours
à pain, artisanat, tuileries, etc) proto-indus-
triels (la scierie hydraulique de Larraondo,
le Complexe minier d'Aizpea, etc) à l'archi-
tecture (Eglise Nuestra Señora de la Asun-
ción, l'ermitage de San Blas, la prison de
1771, le centre urbain, etc) et au patrimoi-
ne de la préhistoire, etc.

Et surtout, on renforce la conscience
sociale et on améliore la qualité de vie. Une
revue locale est créée, une ludothèque, la
bibliothèque s'agrandit, le choix des cours
est augmenté, consolidation de la semai-
ne culturelle, et l'on commence à dévelop-
per différentes possibilités pour des groupes
spécifiques: les femmes, les jeunes, les
enfants, etc.

Les années 90

On continue le développement de ces tra-
vaux. Par exemple, grâce au travail com-
munautaire, un musée est mis en place. Il
recueille le patrimoine ethnographique de
la commune.

Oinez bete!

Intxai

Urria zoin den bete.

Alde batetik bertsu xapelketa, bestetik Herrira-k sortzen duen mobilizazioa azaroaren 10ko manifestaldiarentzat.

Eman zapetak, bietan oinak beharko baitira.

Ea hanka luzatzen dugun bietan, batean bestean baino hobeki erortzen bada ere!

Batek errima ekarriko, besteak erritmo.

Bertsulariak bakarka jardun, manifestalariak denekin, nahiz eta Xilabako saioak deneri idekiak izan.

Batek bere puntuak kondatuko ditu, besteak huruak.

Batek herritarrak presondegitik atera nahi ditu eta besteak "zortziko haundiko ofizioa", bere burua kartzelara botatzera behartzen du...eta publikoak osatzen duen epaitegiaren aintzinean pasa beharko da, jakiteko bere deialdia onartua den.

Entzulea deialdiaren Deiadarra da!

Publikoak bertsularia bakarka utziko eta utzi nahi du, bakarrik daudenak herrirat ekartzeko galdeginen duelarik!

Beraz, preso den bertsularia xantza anitz ditu bakarrik bizitzeko!

Hala da, bertszu beteko dira Xiberu, Baxe Nafarro eta Lapurdi, ahal bezainbat jenderengana hurbilduz.

Hitzen garrantzia nabarmenduko da segur!

Hitzek jendea eremaiten dute, nota batzuekin lagundua delarik eta hau da bertsulariaren errola.

Alta, manifestaldiko martxa batek ere berebiziko garrantzia du!

Berriz pitz dadila sua gure baitan herri honen biziarazteko!

Gar ahantziak garrantzia badu eta hemen gar honen bueltan dantzan gabiltza!

Ah bai, ez dut erran, bainan, manifa eta gero, Xilabako xapelketa izanen da. Beraz, pentsa zazie, zoin nahasketa lor dezakegun azaroaren 10an, herri honen biziarateko!

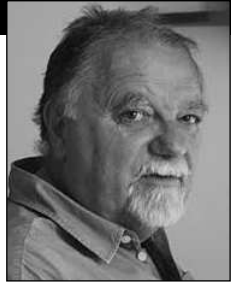
Bertsularitzaren notak alde batetik eta manifestaldiaren martxa bestetik...hastapen bat bezala...Martxa baten lehen notak! Herri baten hitzari eman garrantzia eta lortuko dugu!

Zin dagizuet!...eta biharamunean ez da oraindik armistiziorik izenpetuko!

Hitza hitz...eta parean denarentzat hitza hits!

MICHEL FRANÇOIS

Mensuel Le Peuple Breton



Transports ferroviaires:

Paris se rapproche de Brest, Nantes s'en éloigne !

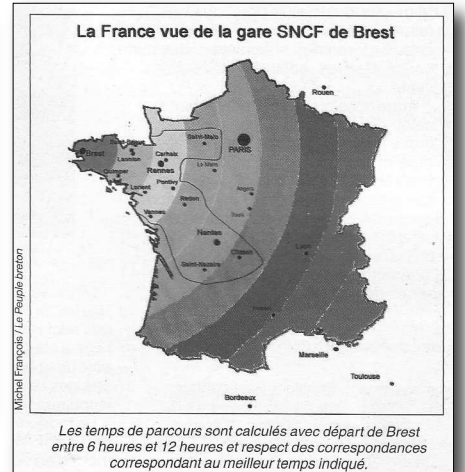
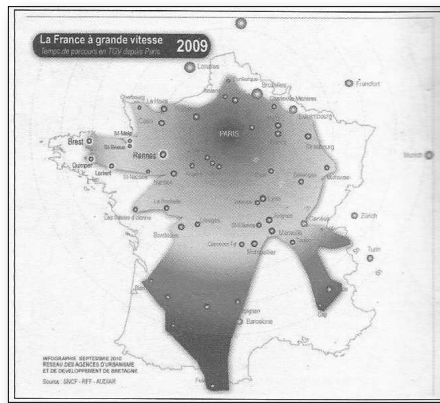
Le samedi 27 Octobre à Bayonne, une nouvelle manifestation contre la LGV , partira de la salle Lauga à 15h00. Cette manifestation aura pour but de montrer la détermination populaire pour obtenir la fin du projet LGV ici et ailleurs !

Alda! publie des extraits d'une analyse de Michel François du Peuple Breton sur le transport ferroviaire... vu de Paris.

Distance entre villes consoeurs

La carte ne dit rien non plus de la position d'une ville autre que la capitale dans son propre environnement.

Or la position d'une grande ville par rapport à ses consoeurs et sa position par rapport à son voisinage peuvent avoir à moyen ou long terme beaucoup plus d'importance pour elle que le temps d'accès à Paris.



(...) Le souci des villes d'être bien reliées à Paris est manifeste sur ce document. Et il est certes valorisant de se présenter, par rapport à la capitale, dans la même catégorie que Lille (ou Lyon, Rennes ou Bordeaux...). Cela peut améliorer une image et, associé à d'autres atouts, faciliter quelques implantations.

Les "non-vus" de la carte

Toutefois, ce que dit la carte d'elle-même et que beaucoup ne semblent pas voir, c'est que, bien plus que la position individuelle de toutes les villes par rapport à Paris, elle illustre la position unique de Paris par rapport à l'ensemble des autres villes !

Cette position est l'objet central de la carte, une carte qui, en dépit des apparences, ne dit rien par exemple des temps d'accès entre les autres villes. Ainsi, les deux couleurs qui séparent Nantes et Brest ne signifient nullement qu'elles sont à deux heures environ l'une de l'autre, mais que leurs temps d'accès respectifs à Paris accusent une différence d'environ deux heures. Rennes-Nantes, c'est au mieux entre quatre et cinq heures...

La carte anamorphique réalisée avec Brest pour centre dissipe les doutes à cet égard s'il en est besoin. Cette carte positionne des villes accessibles en train à partir de Brest en fonction du meilleur temps de trajet qui les en sépare. Les priorités successivement accordées aux liaisons avec Paris y trouvent une traduction sans nuance : toutes les villes ont une position plus éloignée de Brest que ne le voudrait leur situation géographique réelle, à l'exception de Lyon et, dans une moindre mesure de Marseille, particulièrement bien desservies par le TGV. Les destinations extérieures - y compris desservies par le TGV - subissent le même sort. (...)

Comparaisons avec l'Allemagne

Pourquoi en France on trouve un besoin croissant de transports longs et rapides et une baisse du fret ferroviaire ? Pourquoi tant de liaisons sud-bretonnes sont abandonnées à la voiture ? (...)

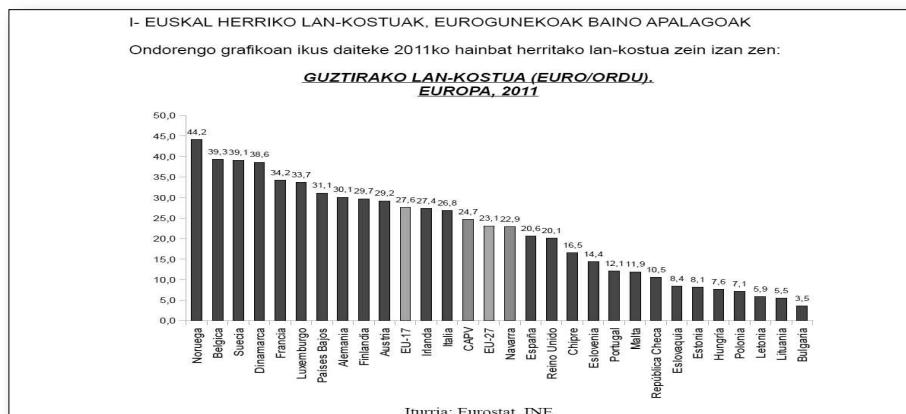
Le coût du travail au Pays Basque Sud : ce qu'on en dit... et ce que montrent les statistiques officielles

Patronala eraso latza ari da egiten soldaten aurka. Instituzioak, berriz, soldata jaisteko erabakiekin, jarrerarik atzerakoeienetan kokatu dira. Enpresarioen elkarteek erabiltzen duten argudioetako bat da Euskal Herriko lan-kostuak oso altuak direla eta batez bestekoaren gainetik ari direla hazten.

Alabaina, estatistika ofizialek agerian uzten dute ez dela egia patronalak esandakoa.

Eurostat Europar Batasuneko estatistika erakundeak aldiari-aldiari lan-kostuei buruzko datuak argitaratzen ditu. Hain zuzen, EBko estatuetako orduko lan-kostuaren berri eman ohi du, eurotan.

Europar Batasunean lan egindako orduko kostuetan izugarriko desberdintasunak daude. Lana garestien Norvegia dago (44,2 €), eta ondoren Belgika (39,3 €), Suedia (39,1 €), Danimarkan (38,6 €) eta Frantzia (34,2 €). Beste muturrean ditugu Bulgaria (orduko 3,5 €), Lituania (5,5 €) eta Letonia (5,9 €).



Euroguneko batez besteko orduko lan-kostua 27,6 € dira, eta EBko 27 estatueta-ko balioa orduko 23,1 €-tan dago.

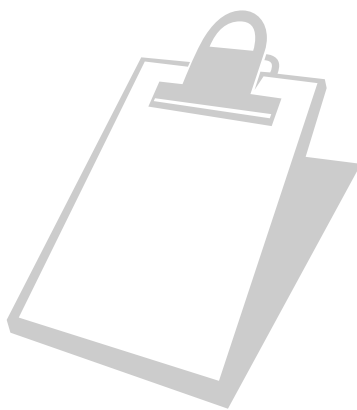
INERen bidez lortutako datuen arabera, Hego Euskal Herriko lan-kostuak, aldiz, eurogunekoan azpitik daude, eta hainbat estatuetakoa baino askoz beherago (esaterako, Alemania, Herbehereak, Frantzia, etab.) Hain zuzen, 2011n orduko lan-kostua EAEn 24,7 €-tan zegoen, eta Nafarroan, 22,9 €-tan, hots, orduko 2,9 eta 4,7 € gutxiago, hurrenez-hurren.

Orduko lan-kostuaren bilakaerari dagokionez, Eurostatek eta INEk emandako datuek adierazten dute azken hiru urteetan EAEn 1,8 € gehitu dela, eta 1,6 Nafarroan; beraz, euroguneko antzeko igoera izan dute (1,8 €).

Euskal enpresak lehiakorrago izan daitezten lan-kostuak murriztu behar direla diotenen aurrez galdutako joko batean sartzen dira. Nola lehiatu Bulgariarekin, orduko 3,5 €-ko kostua duela? Nork nahi du langileak hala-ko esplotazio eta miseria egoeran egotea?

www.mrafundazioa.org/ty/centre-de-otros-documentos/euskal-herriko-lan-kostuak-eurogunekoak-baino-apalagoak

Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Urriaren 26an ostiralarekin, albisteak gelditzen dira Iparraldean! France3 Euskal Herri-ren berri saioaren hestea ezin onartuzkoa da!

Asteazkenan, urriaren 24an, arratseko 19:10etan denak Baionako CCI/MIG Merkatal eta Industria Ganbara aintzineko elgar etaratzerat!

MIGaren inguruan itzuliak eginen ditugu 7 minutuz, FR3 Euskal Herri Pays Basque-en berri saioaren iraupenaren denboran.

Eta ondotik, pundua egina izanen da, azaroko eta abendoko aurre ikusiak eta jada presatutak izaiten ari diren mobilizazioentzat.

(Azaroko eta abendoko mobilizazioen prestatzeko bilkura: Osteguna, urriaren 18an, 12:15etan Atalante Zinemagelan)

26/10
L'info s'arrête

URRIAK
24
OCTOBRE
19:10

Mercredi, tous à la CCI de Bayonne !
Asteazkenan, denak Baionako merkatal ganbararat !

Euskal Herri an
au Pays Basque



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
+ 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



tiné à cacher la domination du plus fort, l'écrasement, la disparition programmée du plus faible.

L'accord signé le 15 octobre entre les gouvernements britannique et écossais sur les modalités du référendum d'autodétermination prévu pour 2014, rend plus criant encore le hiatus entre deux cultures politiques: pragmatisme et sens du compromis au nord, crispation, invectives et menaces primaires, au sud de l'Europe.

Attelage nécessaire en Pays Basque

Le débat hispano-catalan rejaillit sur la campagne électorale qui s'achève dans la Communauté autonome basque. Avec quelques différences de taille. Ce type de débat a déjà eu lieu dans un contexte différent, lors du plan Ibarretxe de souveraineté-association, approuvé par le Parlement de Gasteiz, rejeté par les Cortes et abandonné par le PNV qui a refusé de poursuivre le combat.

Les deux partis, qui en principe, arriveront en tête le soir du 21 octobre, ne veulent pas brûler les étapes. Ils reviennent de loin, de très loin. Bildu à peine légalisé après des années d'interdiction, veut d'abord conforter son assise politique en occupant toute la place qui lui revient et en tournant définitivement la page de la lutte armée. Le PNV, écarté du pouvoir pour la première fois de son histoire récente, veut d'abord revenir aux commandes.

Aucun des quatre partis principaux, PP, PSOE, PNV et Bildu ne pourra gouverner seul. L'attelage à deux, avec ou sans participation au gouvernement, est donc le passage obligé. La négociation qui débutera le matin du 22 octobre est en somme la deuxième mi-temps du scrutin, son second tour. Elle a une incidence sur la campagne. Chaque parti veut à la fois rassembler son camp — la moindre voix comptera dans un scrutin à la proportionnelle qui fait basculer quelques sièges pour une poignée de

autres, la question de la méthode à mettre en œuvre est très liée à «un accord sociétal», la construction d'un mouvement social qui se mettra en marche sur le chemin de la souveraineté. Nous en sommes encore loin. Iñigo Urkullu, candidat du PNV, évoque un «accord ouvert et intégrateur», autour du pouvoir de décision. Pour la chef de file de Bildu, Laura Mintegi, un nouvel Etat libre en Europe ne peut pas se bâtir sur du vide mais avec tous, en recherchant des alliances. Le ton est moins à l'incantation d'hier, le principe de réalité a fait son œuvre, la nécessité de convaincre est davantage prise en compte.

Chevaux de l'apocalypse

Ce sont les Espagnols qui durcissent le ton en tentant de réveiller les vieux réflexes de la peur. Mariano Rajoy, le premier ministre PP ne dispose quasiment plus du spectre ETA. C'est très fâcheux. Le bouc émissaire, ça marchait si bien, c'était si pratique sur les estrades pour rassembler et enflammer les troupes. Alors Rajoy, de passage à Donostia le 8 octobre, enfourche les chevaux de l'Apocalypse: «Je n'accepterai jamais les séparatismes qui débouchent sur le néant, il ne s'agit pas d'une simple option idéologique, mais d'une absurdité aux proportions colossales. C'est un torpillage sous la ligne de flottaison de ce qu'il faut faire pour vaincre la crise économique. Il ne faut surtout pas revenir des années en arrière, vivre des incertitudes qui aboutiront à l'isolement et à la perte du bien-être». Le patron du PP en Euskal Herria, Antonio Basagoiti, en rajoute une couche: le chemin emprunté ensemble par Bildu et le PNV, est celui de «l'incendie du Pays Basque pour rompre avec l'Espagne».

Pour Francisco Lopez, le PSOE est d'abord «un mur de contention» de l'indépendantisme. Il ajoute que «Bildu gouverne le Gipuzkoa comme une terre conquise (...). Le PNV ne va pas freiner Bildu, il sera son prisonnier». Aujourd'hui «Euskadi est devenu une référence au niveau mondial» — sous-entendu, parce que je le dirige — mais demain, s'ils rompent la caisse unique de la Sécurité sociale, «qui paiera les pensions?», actuellement «prises en charge par les travailleurs de toute l'Espagne».

Les socialistes ressortent du fond du tiroir Felipe Gonzalez. Au fronton de Barakaldo où il reconnut il y a près de quarante ans, le droit des Basques à l'autodétermination, le vieux leader de gauche clame aujourd'hui: les projets indépendantistes sont «un désastre, une régression historique», «aucun territoire espagnol ne sera indépendant. (...) Le droit à l'autodétermination que certains réclament, existe bel et bien, mais c'est le droit, le pouvoir de décision des Espagnols».

Et les sondages dans tout ça? Le PNV est donné gagnant avec 26 à 27 sièges de député, soit plus de 36% des estimations. Il est suivi par Bildu avec entre 21 et 23 sièges (plus de 25% des intentions de vote). Les socialistes chutent lourdement, ils pourraient perdre onze de leurs 25 parlementaires actuels et ne totaliser que 14 députés (17,2% des voix). Enfin le PP céderait aussi du terrain avec un peu plus de 10% des voix, soit 9 à 10 élus, alors qu'il en dispose de 13 aujourd'hui.



Iñigo Urkullu
PNV



Laura Mintegi
HB Bildu



Patxi Lopez
PSOE



suffrages — et en même temps, il convient de ménager le futur partenaire possible pour gouverner.

Classiquement, Bildu se montre le plus souverainiste, le PNV étant beaucoup plus pragmatique, timoré et flou dans son vocabulaire et ses projets à moyen terme. Quant à la démarche prévue pour faire avancer le projet indépendantiste, il en est peu question, dans la mesure où il s'agit d'abord de conquérir le pouvoir régional, de gouverner ensemble ou pas. En

Les prêtres biscayens haussent le ton

Le forum des prêtres de la province de Bizkaia a manifesté le 7 octobre son désaccord auprès de la Conférence épiscopale qui venait de prendre position contre les projets souverainistes qui surgissent dans l'Etat espagnol. La commission permanente de la Conférence épiscopale présidée par le très réactionnaire cardinal Rouco Varela, dans une déclaration du 3 octobre, a pris fait et cause en faveur de l'unité nationale de «cette vieille nation qu'est l'Espagne. (...) Les propositions politiques qui vont dans le sens de la désintégration unilatérale de cette unité sont pour nous un grand sujet d'inquiétude».

Les prêtres biscayens répliquent: «Tous les citoyens sont appelés à élaborer de façon adulte leurs propres options politiques sans protectionnisme ni interventions ecclésiales». Ils ont rappelé la déclaration de Jean-Paul II en 1995 à l'ONU où le Pape reconnut le droit à l'autodétermination des peuples hors des souverainetés étatiques.



Institutions le volet basque !

Reçue par Marylise Lebranchu, la délégation du Conseil des élus du Pays Basque semble avoir été entendue. Le dialogue se poursuivra en début d'année en Pays Basque.

MARYLISE Lebranchu a affirmé qu'il y aurait "une reconnaissance institutionnelle du Pays Basque par la République". Sans en dire plus à la délégation du Pays Basque que la ministre de la Réforme de l'Etat et de la Décentralisation a reçue durant plus d'une heure ce jeudi 11 octobre, venue porter la création d'une Collectivité territoriale Pays Basque.

La délégation formée par les trois députés du Pays Basque (le Modem Jean Lassalle, invité de dernière minute, et les socialistes Colette Capdevielle et Sylviane Alaux), la sénatrice Frédérique Espagnac (PS), le sénateur Jean-Jacques Lasserre (Forces 64), Jean-Michel Galant (abertzale, président de la Communauté de communes Garazi-Baigorri), Max Brisson (UMP, conseiller général) et deux représentants du Conseil de développement, son président Jean-Baptiste Etcheto et son directeur Battista Boloquy, a été reçue vers 11h30.

Alors qu'une nouvelle loi sur la décentralisation va être votée dans les mois qui viennent, la ministre a assuré qu'elle se déplacerait au Pays Basque début 2013 pour une réunion de travail sur le sujet.

Le ministère par un communiqué officiel a indiqué que le "gouvernement était attentif au débat qui se déroulait actuellement pour mieux prendre en compte l'identité basque".

Les réactions

● "Un pas a été franchi", positive la députée PS Colette Capdevielle. "Nous avons eu la bonne interlocutrice. Marylise Lebranchu, très à l'écoute, possède une sensibilité bretonne à même de comprendre le sentiment profond de la société basque. Pour avoir été Garde des Sceaux, elle ne court pas après une carrière politicienne ce qui lui donne une réelle marge de manœuvre au gouvernement. En s'engageant à venir au Pays Basque poursuivre le dialogue, je pense que Marylise Lebranchu est aujourd'hui la personnalité politique qu'il nous faut", conclut Colette Capdevielle.

● Pour Sylviane Alaux, "la porte à une évolution institutionnelle a été ouverte".

● "Je suis rassurée par la compréhension de la situation par la ministre". "On va arriver à une méthode institutionnelle pour répondre à la demande de Marylise Lebranchu", estime Frédérique Espagnac.

● Jean-Michel Galant est sur la même longueur d'onde confortant la volonté de la ministre pour trouver ensemble la bonne recette.

● Max Brisson confirme de son côté, "parler de reconnaissance ne peut se réduire pour nous à la signature d'un troisième contrat de développement" et il précise qu'"il n'est pas opportun de rentrer dans un troisième con-

"L'invitation faite au gouvernement d'examiner l'hypothèse d'une collectivité territoriale, a été largement développée."



Marylise Lebranchu

trat tant qu'un volet Pays Basque ne sera pas compris dans l'acte III de la décentralisation". "Certains diront que c'est du chantage: pour moi, il s'agit d'un moyen de pression", précise M. Brisson. "Il n'est pas imaginable que l'Alsace ou la Corse aient un volet spécifique et pas le Pays Basque", clame-il. "On nous dit que ce sera au travers du travail parlementaire que nous pourrions ajouter un volet Pays Basque à la loi de décentralisation". "Or si la proposition ne vient pas du gouvernement ou si le travail parlementaire ne se fait pas avec l'accord du gouvernement", il y a peu de chances que la démarche aboutisse, indique Max Brisson.

Les oppositions

● Cette démarche ne manque pas d'opposants, comme le député PS des Pyrénées-Atlantiques David Habib, qui estime que "le Pays Basque n'a pas une singularité insulaire comme la Corse". "Rien ne justifie que l'on crée un statut spécifique pour la partie occidentale du département", a-t-il déclaré. "Je m'oppose à cette démarche qui fait ressusciter une vieille revendication d'un département Pays Basque, enterrée par toutes les majorités de droite et de gauche depuis 1981", a-t-il ajouté.

● Pour le Parti Communiste, par la voix de son porte-parole national, le Béarnais Olivier Dartigolles, il s'agit d'une opération politique en vue des élections municipales. Il est contre la collectivité territoriale Pays Basque, demande un débat public et entend démontrer que le "Pays" est adapté à notre spécificité.

● Le Front National est également contre pour quasiment les mêmes raisons.

La ministre recherche une solution

AVEC les membres de la délégation, venant d'horizons politiques différents, nous avons fait part à Mme Lebranchu, du consensus qui est en train de naître en Pays Basque pour doter ce territoire d'une institution qui lui permette de gérer son destin. Nous lui avons fait savoir qu'après les rendez-vous manqués du passé, il y avait, avec l'acte III de la décentralisation, une occasion exceptionnelle pour imaginer une solution et la concrétiser. L'invitation faite au gouvernement d'examiner l'hypothèse d'une collectivité territoriale, a été largement développée. Nous avons également souligné la déception et la frustration qu'une absence de suite pourrait entraîner au Pays Basque.

Nous avons perçu chez Madame Lebranchu, une volonté et une sincérité pour fai-

re quelque chose. Elle a clairement affirmé qu'il y aura une reconnaissance du Pays Basque par la République; que son ministère, au nom de l'Etat, ira dans ce sens.

Tout en précisant qu'elle ne dispose pas à ce jour de la solution pour répondre à la demande du Pays Basque et que la solution n'est pas simple, elle s'est engagée à chercher avec nous un cadre dans l'acte III de la décentralisation.

Même si à ce stade, aucun calendrier de travail n'a été arrêté, des rencontres devraient se tenir dans les semaines qui viennent. Nous entendons continuer à apporter notre contribution dans ce sens.

Jean-Jacques Lasserre
Président du Conseil des élus du PB



Polygames, homo et hétérosexuels

*Gaby-ren artikulari
oihartzuna*

NON Gaby! Le mariage n'est pas une création de l'Eglise du XI^e siècle. C'est une institution qui remonte dans la nuit des temps. On la retrouve dans toutes les cultures avec des rites plus ou moins développés. Relis la parabole des 10 vierges. Il y a bien longtemps que l'homme veut assurer sa survie... et sa vieillesse: notre retraite vieillesse n'a pas un siècle. C'est un des privilèges de moins du 5^{ème} de l'humanité. Pour 4/5 les enfants prennent soin des vieux parents qui les ont faits et en ont pris soin auparavant. Le but du mariage a été de donner la vie à des enfants, assurance vieillesse des parents. Je l'ai réalisé au cours de mes 12 années passées en Côte d'Ivoire. Ce que l'Eglise a apporté au mariage c'est son caractère religieux-chrétien. Et le libre choix du conjoint, chose inconnue auparavant. Et tout le monde n'en éprouve pas le besoin: un Indou étudiant en 4^{ème} année à Cambridge m'a dit un jour. «*Ma mère me connaît. Elle connaît les filles de mon village. Elle choisira mieux que moi celle qui me convient*».

La monogamie

La loi naturelle c'est la monogamie et non la polygamie: la nature fait naître un nombre sensiblement égal d'hommes et femmes; la différence est largement absorbée par le nombre de femmes qui meurent à l'accouchement, en dehors de notre Occident. L'argent menant le monde bien avant Goldman Sachs ou Moody's, les aristocraties grecques et romaines autorisaient la polygamie... pour leur petite minorité, en puisant les femelles chez les esclaves au besoin. Il y a aussi le crime: cf. David. Cette aristocratie s'est perpétuée avec les Mitterrand, Don Felipe etc. La polygamie reste strictement interdite aux manœuvres immigrés Africains comme elle l'était à la populace d'Athènes.

La vie, bien suprême

Pour ce qui est du rejet de l'homophobie, l'Eglise évolue avec les sociétés dans lesquelles elle vit. Elle contribue à leur évolution. En dehors de l'Occident, la vie est le bien suprême. Autrefois, la femme stérile était considérée comme maudite, parce qu'elle ne donnait pas les enfants dont avait besoin la société. Les homos étaient classés dans la même catégorie. Circonstance aggravante pour eux: on considérait que refusant les relations sexuelles hétéros, ils refusaient les enfants et se désolidarisaient des autres. Chez nous, l'homophobie est inadmissible, depuis peu. L'Eglise aussi la rejette. Mais l'indigène d'Amazonie n'a pas nos connaissances en la matière. Il en a d'autres que

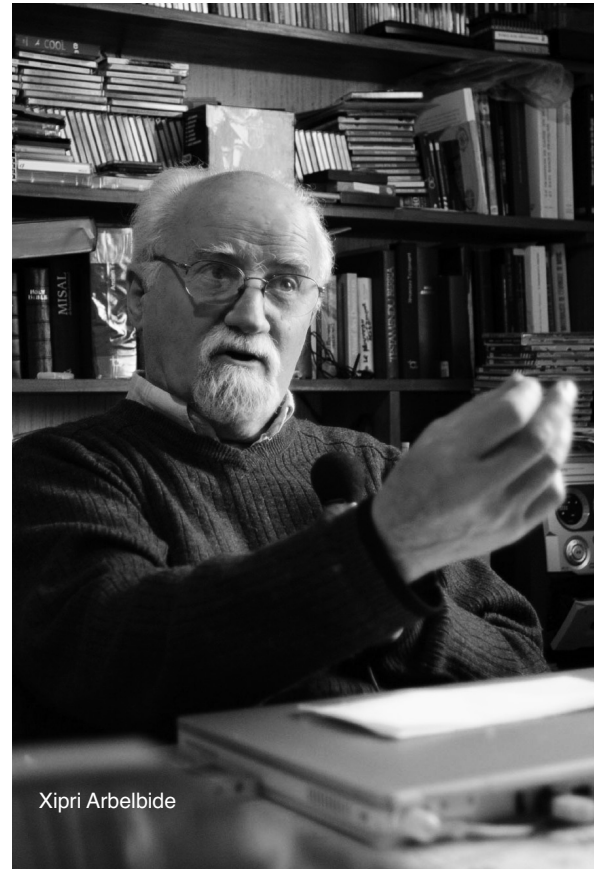
“Le but du mariage a été de donner la vie à des enfants, assurance vieillesse des parents. Je l'ai réalisé au cours de mes 12 années passées en Côte d'Ivoire.”

nous n'avons pas; la comparaison de l'ensemble du comportement humain des primitifs avec le nôtre ne serait pas à notre avantage. Sauf à décider que nos valeurs sont les meilleures parce que nous sommes les meilleurs.

Restons en Occident: le mariage de personnes du même sexe nous fait entrer dans un autre monde et le sens du mot mariage change: le mariage n'est plus destiné ni à la retraite vieillesse, ni à perpétuer l'espèce. Faute de quoi, (ce ne sont pas les homos qui sont en cause) le civilisé puise chez les primitifs, avec pétrole, métaux rares etc. mais gratuitement dans ce cas, les bras qui lui manquent pour remplir ses caisses-retraite. Que les homosexuels désirent la reconnaissance officielle de leur union par la société, c'est normal. Mais comme tu le dis, il faudrait un autre mot, pour désigner une réalité différente de l'union homme-femme. Il est curieux que l'on veuille ignorer le sexe, précisément dans le mariage dont il est l'essence.

Inégalité et différence

Pour ce qui est de l'égalité, elle n'est pas négation de la différence. Un homme demande-t-il à être intégré dans les sopranos, au nom de l'égalité? Une soprano d'être appelée baryton? Une femme demande-t-elle à concourir avec les hommes aux Jeux Olympiques? La femme est-elle inférieure à l'homme parce qu'elle court moins vite le marathon? Pourquoi une union homosexuelle serait-elle inférieure à un hétérosexuelle parce qu'elle est différente? Voilà les raisons qui me portent à ne pas identifier ces deux unions. J'espère lire un jour celles par lesquelles on justifie le point de vue contraire. Nous qualifier d'archaïques, c'est un peu court. Et on est de gauche, non en étant pour le mariage homosexuel mais en rêvant l'égalité pour tous et pas seulement entre 15% de riches privilégiés aux dépens de 85% des pauvres de ce monde, même si ceux-ci n'ont pas encore saisi ce qu'est l'homosexualité.



Xipri Arbelbide

Le concordat d'Alsace Lorraine

*Hau, Michel Cahen-en
artikulari
zuzenketa bat*

L'ALSACE-LORRAINE ne doit pas le Concordat à l'Allemagne. Le Concordat qui y est en vigueur est celui de Napoléon I. Celui qui a permis pendant 36 ans à 8 Présidents franc-maçons de la 3^e République de choisir les évêques de France, de mettre leur veto à la nomination comme vicaires généraux, chanoines, doyens etc. des prêtres qui ne leur plaisaient pas. Il se trouve que l'Alsace Lorraine était annexée à l'Allemagne au moment où la République a dénoncé ce Concordat. Il reste curieux que cette même République, en 1918, n'ait pas mis au rang des autres diocèses français, ceux de Strasbourg et de Metz, mettant entre parenthèses cette Egalité proclamée par les frontons de nos mairies. Et cet anachronisme continue avec les 4^e et 5^e Républiques.

Xipri Arbelbide



Archives

● Jean Haritschelhar

Il fut un temps où, derrière le mot Archives qu'elles fussent nationales ou départementales se profilaient les rangées de documents essentiellement écrits. "Verba volant, scripta manent", l'adage latin marquait la permanence de l'écrit par rapport à l'oral, toujours fugace.

Je garde le souvenir du jour où "Euskaltzaindia / Académie de la langue basque" inaugura la plaque où elle attestait que, dans les "Glosas Emilianenses" du Monastère de San Millán de la Cogolla dans la Rioja, se trouvaient écrits les premiers mots de basque "Izioqui dugu guez ajutu ez dugu", plaque placée en face de celle apposée par "la Academia de la lengua española" attestant l'existence de mots écrits en castillan. Nous sommes au X^e siècle de notre ère.

Certes, il n'y avait pas que l'écrit puisque, grâce aux peintres, apparaissaient les portraits des rois, reines et autres grands des différents royaumes, les peintures religieuses, témoignages des grands moments de l'Eglise catholique en particulier, ainsi que, plus tard, des scènes de genre des premiers hollandais ou encore l'étonnante œuvre de Goya avec ses tableaux du 2 et du 3 mai ou les Désastres de la guerre. Même si l'écrit — manuscrits d'abord, imprimés à partir du XV^e siècle — garde la prééminence, d'autres supports viennent s'ajouter à partir du XIX^e siècle: la photo-

graphie et ses débuts avec la daguerréotypie (l'ascendance du créateur ne fait aucun doute) qui rivalise avec la peinture et oblige celle-ci à changer de style, le cinéma avec les frères Lumière, photographie du mouvement, véritable reconstitution de la vie à la fin du XIX^e siècle, la télévision ensuite de plus en plus répandue à partir du milieu du XX^e, le son à son tour, atteignant tous les foyers grâce aux ondes hertziennes, Internet enfin qui est en train de révolutionner notre société de communication de masse. Si j'évoque cette remarquable évolution c'est tout simplement parce que, grâce à cette technologie nouvelle, de nouvelles archives voient le jour. Je garde en mémoire le souvenir de Maïte Barnetche qui a réalisé les premiers documents intéressants les Basques et leur langue à la télévision. De la même manière, les 4.000 heures d'émission collectées par les chercheurs d'Euskaltzaindia pour l'établissement de l'Atlas linguistique basque qui sont le témoignage des variétés de la langue à la fin du XX^e siècle. Le vendredi 12 octobre dernier, j'ai assisté au cinéma Le Royal à Biarritz au milieu d'une salle comble, à la projection du documentaire intitulé "Sur les pas de Jakes" réalisé par Ramuntxo Garbisu, retraçant le parcours et l'engagement de Jakes Abéberry dans le mouvement "Enbata" et dans la politique municipale de Biarritz. C'est un docu-

“ Les moyens de communication de masse sont à notre disposition. A nous de les utiliser pour écrire notre histoire.”

ment de grande valeur car il marque une étape de notre histoire politique, celle de l'irruption dans une majorité municipale de l'abertzalisme conscient et pragmatique, la rencontre et le pacte établi entre le maire centriste et son adjoint à la culture abertzale. Ramuntxo Garbisu mérite toutes les félicitations pour l'idée du film et surtout pour son montage, véritable dialogue entre le "sujet" comme l'on dit dans les pastorales et les divers témoins, tout particulièrement entre le maire et son adjoint, chacun respectant et estimant l'autre dans son engagement, chacun soulignant la politique en faveur de l'euskara (construction de l'ikas-tola, de la crèche bascophone, de la signalétique bilingue) et la politique d'ouverture vers l'universalisme avec le Temps d'aimer, les ballets Malandain, l'utilisation de la Gare du Midi, le festival du cinéma latino américain.

Depuis, l'abertzalisme a fait des progrès avec l'élection de maires, de conseillers municipaux, de conseillers généraux, mais la marche en avant est venue de Biarritz, de Jakes entouré de son équipe et de ses collaborateurs. Bref, c'est un pan de notre histoire qui est, ainsi, archivée. Les moyens de communication de masse sont à notre disposition. A nous de les utiliser pour écrire notre histoire.

Notre couverture: Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique.

Sur votre agenda

Urria:

- **Jusqu'au dimanche 28, 10h-12h et 14h30-17h30, HENDAIA** (Larretxea). "Pommes d'hier, patrimoine pour demain" (exposition, dégustation, vente).
- **Du vendredi 19 au dimanche 21, BIARRITZ** (Halle d'Iraty). 7^{ème} édition de Lurrama.
- **Dimanche 21, 17h, ZIBURU** (Chapelle des Récollets). Kantaldi Altza Zokoa, Arrantzaleak, etc. organisé par la mairie de Ciboure. Entrée libre.
- **Mercredi 24, 19h10, BAIONA** (devant la CCI). Rassemblement de protestation contre la fermeture du journal France 3 Euskal Herri Pays Basque.



Preso

● **La doctrine Parot en cause.** Faut-il voir la conséquence de l'arrêt de la Cour européenne concernant Inés del Rio? L'Audiencia nacional de Madrid a requis le 11 octobre la remise en liberté de deux détenus basques de longue durée, et s'apprête à examiner le cas des 67 preso sur 266 touchés par "la doctrine Parot", les maintenant en détention au-delà de la peine infligée. On sait cependant que, déjà, quinze demandes de libération ont été rejetées... Ce qui entraîne un recours des avocats devant la Cour de Strasbourg.

● **Résoudre le Conflit.** Un mouvement civil en faveur du processus de paix vient de naître le 10 octobre en Iparralde. Baptisé Bake/Bidea, il est constitué de militants de la gauche française et abertzale, et d'associations à caractère humanitaire. Constatant l'immobilisme des Etats français et espagnol, le Collectif les appelle à s'engager dans la voie de négociations, et à la constitution d'une table ronde. Le terme "négociation" est maintes fois réaffirmé. Bake Bidea appelle à la manifestation du 10 novembre à Bayonne pour les preso et réfugiés. Il organisera le 15 décembre un forum sur la résolution du conflit.

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Débats électoraux centrés sur la souveraineté 4 et 9
Institutions, le volet basque! 10
- **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abéberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190